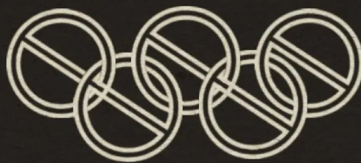


CANCEL THE --- OLYMPICS!



#NOlympicsAnywhere

**Ni ici, ni ailleurs
raconter les luttes anti-olympiques**



NOlympics Anywhere :

Une déclaration commune de solidarité

Le 27 juillet 2019 a été marqué par une déclaration commune de solidarité des organisations en lutte contre les JO de par le monde.

La portée et l'ampleur des événements peuvent varier, mais les conséquences que les Jeux Olympiques déclenchent partout sont les mêmes : *expansion de la surveillance policière et militaire, corruption endémique, gaspillage financier, dégradation de l'environnement, déplacement massif de gens et violation des droits individuels.*

Ces résultats ne sont pas les symptômes d'un projet qui serait par ailleurs anodin. C'est la conception même des Jeux Olympiques qui en est la cause et servent les besoins et les objectifs des organisateurs des Jeux, ainsi que leurs intérêts les plus puissants et les plus élitistes au monde. Il s'agit d'événements extrêmement politiques qui amènent les athlètes à s'affronter sous la bannière du nationalisme, tout en exacerbant les rivalités et les conflits internationaux.

Malgré l'affirmation selon laquelle les Jeux Olympiques transcendent la violence des guerres et des conflits, ils fournissent une excuse pour *exploiter les habitants, opprimer les personnes déjà marginalisées et profitent à un petit nombre des riches*, sous prétexte de célébrer la victoire des athlètes qui montent sur le podium. Cela est vrai quelque soit l'endroit où ont lieu les Jeux et c'est insupportable.

L'urgence de la crise sociale et environnementale n'a jamais été aussi forte. L'accès au logement est devenu de plus en plus difficile ces dernières décennies partout dans le monde. Le pouvoir que la technologie procure à la police et aux forces militaires a permis d'accroître la surveillance des populations et ce de façon toujours plus insidieuse. Nous sommes au bord d'une catastrophe écologique.

C'est en ce moment de fragilité mondiale que nous pouvons le moins nous permettre des Jeux Olympiques et sa corruption qui *partout exacerbent problèmes et crises auxquels nos villes sont confrontées.*

Les membres du Comité International Olympique (CIO) savent que leur modèle est en crise. Ces dernières années, partout où les habitants ont eu l'occasion d'exprimer leur opinion sur les candidatures, la réponse a presque toujours été NON. Et aujourd'hui, nous voulons souligner que les maigres promesses du CIO concernant la réforme de la procédure et des frais de candidature ne sont pas suffisantes. Tant que nous ne supprimerons pas les incitations à l'exploitation et au profit qui piègent actuellement le sport mondial, aucune réforme ne sera suffisante. *Tant que nous ne supprimerons pas les incitations qui poussent les politiciens à se positionner du*

côté des JO pour servir les caprices de l'élite mondiale au lieu de répondre aux besoins de leurs électeurs, aucune réforme ne sera suffisante.

Au lieu des Jeux Olympiques, *nous voulons des logements pérennes et réellement abordables pour tous les habitants de nos villes, dans un environnement sain et durable, avec un accès à l'emploi, à l'éducation et à la culture.* Au lieu des Jeux Olympiques, nous voulons repenser radicalement les méthodes de surveillance et de maintien de l'ordre existantes afin que nos communautés les moins favorisées, minoritaires et immigrantes ne soient plus criminalisées pour leur existence et leur survie. Au lieu des Jeux Olympiques, *nous voulons avoir le pouvoir de décider de ce qui se passe dans nos villes en fonction de nos besoins réels, et non des intérêts spéculatifs de l'élite financière mondiale.*

Aujourd'hui, cette vision pour nos villes est loin d'être une réalité. *Les crises liées aux déplacements, à la pauvreté, à l'autoritarisme, au fascisme, à l'effondrement de l'environnement etc. se font sentir dans le monde entier.* Dans chacune de nos villes et communautés, nous en ressentons les effets quotidiens. Nous reconnaissons que les mêmes forces, les mêmes institutions et les mêmes individus responsables de l'organisation des Jeux Olympiques dans nos villes sont responsables de chacune de ces crises. *Les politiciens, les grandes entreprises et les spéculateurs immobiliers qui forment le réseau mondial du pouvoir en faveur des Jeux Olympiques n'offriront jamais de réformes significatives parce qu'ils profitent directement de ces crises.*

Désormais nous sommes solidaires ; nous ne nous opposons pas seulement aux Jeux Olympiques dans les villes d'où nous venons. Nous ne voulons pas que les Jeux Olympiques trouvent d'autres villes organisatrices pour épargner nos villes de Tokyo, Paris et Los Angeles. Nous ne sommes pas seulement aux côtés de nos frères de Rio et de Pyeongchang, et aux côtés des communautés du monde entier qui ont été touchées par les Jeux ou qui y ont résisté avec succès dans le passé. Nous allons plus loin : *nous exigeons la fin du Comité International Olympique.* Tant que les forces corrompues qui sont à l'origine de ces événements parasites n'auront pas abandonné le contrôle, nous nous opposerons aux Jeux Olympiques partout.

Les collectifs signataires :

Anti Pyeongchang Olympics Alliance

Hangorin no kai No Olympics 2020

No Thank You to 2020 Olympic Disasters Link

NOlympics LA

NON aux JO 2024 à Paris

Les JOP n'ont pas eu lieu : Chronologie anti-olympique

Voici un bref historique oublié d'éditions annulées, reportées, combattues ou menacées des JOP. Avec son petit lot de contradictions idéologiques et de surprises. En espérant qu'elle inspirera toute personne pour les jeux à venir de 2024, 2026, 2028... jusqu'à la mort du CIO et de son olympisme dégoûtant.

1908 Rome

La ville est désignée en 1904, mais l'éruption violente du Vésuve en 1906 contraint Rome à renoncer pour se concentrer financièrement sur la reconstruction. Bilan : 216 mort·x-es, 34 000 blessé·x-es, plusieurs territoires recouverts de lave et de retombées de cendres.

1916 Berlin

La capitale est désignée ville-hôte en 1912. Deux ans plus tard, un étudiant nationaliste de l'organisation *Jeune Bosnie* tue le couple héritier de l'Empire austro-hongrois. Les crises en cascades qui en résultent plongent le monde dans une guerre totale et les jeux de Berlin sont accessoirement annulés.

1936 Olympiades populaires de Barcelone

Une alternative internationaliste aux JO nazis se transforme en lutte armée avec la Guerre d'Espagne.

1940 Guerres d'été

Les JO sont d'abord prévus à Tokyo (été) et Sapporo (hiver), mais la Chine et l'Armée impériale japonaise décident de se faire la guerre. Les jeux sont déplacés à Helsinki, mais cette fois c'est contre l'Armée rouge que les finlandais-es doivent faire la guerre. La Seconde Guerre mondiale mettra un terme aux JO jusqu'en 1948.

1956 Melbourne

Plusieurs boycotts ont lieu suite à diverses rivalités et autres invasions impérialistes. En résulte la non-participation de plusieurs nations : la Chine de Mao, l'Égypte, l'Espagne, l'Irak, le Liban, le Pays-Bas et... la Suisse.

Durant le match de water-polo qui les confronte, les équipes de l'URSS et de la Hongrie en viennent aux mains pour raisons politiques, l'eau du bassin serait devenue rouge et la police dut intervenir pour empêcher les spectateur·ices hongrois-es de déclencher une violente émeute. L'épisode restera connu comme "Le Bain de sang de Melbourne".

1963 Jeux des Nouvelles Forces émergentes

Ces jeux ont lieu du 10 au 22 novembre 1963 à Jakarta, en réponse à la suspension de l'Indonésie par le CIO, lorsqu'elle refusa la participation de Taïwan aux Jeux asiatiques de 1962. Le président d'Indonésie Sukarno déclara : « *Les Jeux olympiques internationaux ont prouvé que c'était un outil ouvertement impérialiste... Maintenant disons-le franchement, le sport a quelque chose à voir avec la politique. L'Indonésie propose de mêler sports et politiques : établissons désormais les Jeux des Nouvelles Forces émergentes... contre le Vieil Ordre établi.* »

27 000 athlètes de 51 États-nations participent, de l'Afghanistan au Pakistan, de l'Argentine à l'Uruguay, du Nord Vietnam aux Philippines, en passant par le Sénégal, la RDA et même une équipe Palestinienne.

1980 Liberty Bell Classic

Une contre-compétition d'athlétisme est organisée à Philadelphie au stade Franklin Field de l'Université de Pennsylvanie, en protestation aux Jeux d'été de Moscou, subissant de nombreux boycotts. 29 États-Nations participent : Canada, Chili, Chine, Égypte, Italie, Japon, Soudan, Turquie...

1984 Jeux de l'Amitié

Des contre-compétitions ont lieu dans neuf États communistes pour boycotter Los Angeles : Bulgarie, Corée du Nord, Cuba, Hongrie, Mongolie, Pologne, Tchécoslovaquie, RDA, URSS. 49 États-nations participent.

2012 Londres

En août 2011, le jeune homme racisé Mark Duggan est tué par la police dans le quartier populaire de Tottenham. Des émeutes éclatent durant plusieurs jours aux abords des futurs sites olympiques. La crainte de dégradations malencontreuses se fait sentir et la répression est brutale. Chelsea Ives, une athlète bénévole racisée de 18 ans, nommée ambassadrice des JOP de Londres, est reconnue par sa mère à la télévision, sur des images la montrant en train de vandaliser une voiture de police. Elle aurait crié au moment de son action : « *C'est le plus beau moment de ma vie !* ». Sa mère la dénonce aux autorités et Chelsea sera condamnée à 2 ans de prison ferme.

2014 Salzbourg

Le CIO et le gouvernement autrichien se sont acharnés sur cette ville. Candidate en 2006, 2010 puis 2014, pour l'édition des jeux d'hiver contre laquelle, essentiellement par crainte des conséquences financières pour le contribuable, la population vote à 60,53 % NON lors d'une consultation juridiquement non contraignante. C'est Poutine qui finalement remportera la vente aux enchères olympique. En 2012, suite à une enquête sur cette dernière candidature, le secrétaire général du comité olympique autrichien Heinz Jungwirth est condamné à 5 ans de prison ferme pour malversations.

2018 Alpes

Nice, Écrins-Pelvoux, Grenoble puis finalement Annecy est sélectionnée candidate pour des jeux dans les Alpes, pour faire suite à Turin en 2006. Dans un article de CQFD de 2009, on peut lire : « *Dans l'épreuve d'occupation de la rue, le CAO [Comité Anti-Olympique, soutenu notamment par Les Amis de la Terre 74] a gagné : le 5 décembre, une parade anti-olympique de quatre cents personnes est parvenue à faire annuler une parade pro-JO. Même en terrain virtuel, les anti-JO ont remporté la médaille d'or : des petits malins sont parvenus à détourner l'adresse Internet de la mairie et à envoyer un faux communiqué aux médias, annonçant le retrait de la candidature. À tel point que [...] les promoteurs officiels ont dû [...] se réfugier à Paris pour présenter les sites retenus.* »

2020 Tokyo

L'événement est reporté en 2021 pour cause de pandémie. C'est la seule édition des jeux qui se tiendra sans public dans les stades.

Heureusement, la télévision a pu faire son travail.

2015 Hambourg

Suite à un référendum en 2015 par lequel le gouvernement de la ville allemande demandait aux citoyen·nes la permission de se porter candidat pour les Jeux olympiques de 2024, les habitant·es ont dit « Non » à plus de 51,7 %, menant au retrait de la candidature d'Hambourg. Parmi les collectifs et habitant·es qui se sont mobilisés contre cette candidature, on peut citer la plateforme NOlympia Hamburg, constituée au printemps 2015 sur l'invitation de l'Anti-Olympics-Comittee (AOK). D'après l'un des premiers communiqués de presse : "Nous nous opposons aux Jeux olympiques à Hambourg parce que ce grand événement sportif fera progresser la division sociale de la ville. Dans toutes les villes où des Jeux olympiques ont été organisés jusqu'à présent, ils ont conduit à des augmentations de loyer et des déplacements, notamment de la population la plus pauvre. La gentrification et la privatisation des terres publiques font autant partie des Jeux olympiques que les anneaux olympiques." NOlympia Hamburg était une alliance d'activistes non partisans, soutenue par le réseau local "Rights to City".

2015 Boston

La ville retire sa candidature en 2015, face à la mobilisation d'habitant·es et collectifs contre l'accueil des JOP. Entre autres, une plateforme No Boston 2024 a été créée.

2016 Rome

Rome retire sa candidature pour les JOP 2024, suite au refus de la maire Virginia Raggi, du mouvement Cinq Etoiles, élue en 2016, de soutenir ces jeux qu'elle qualifie de « jeux du béton » et du fait de l'endettement public élevé de la capitale italienne. Il ne reste alors plus que Budapest, Los Angeles et Paris comme villes candidates.

2017 Budapest

La ville retire sa candidature pour les JOP 2024. Cela fait suite au mouvement d'étudiant-es activistes Momentum, qui a lancé une pétition pour organiser un référendum contre la candidature de la capitale hongroise aux jeux, en axant la campagne sur les dépenses publiques engendrées par ces jeux. Le mouvement récolte 266 151 signatures. Face à l'impopularité des jeux dans la capitale, le gouvernement décide de retirer la candidature. Il ne reste alors plus que Los Angeles et Paris comme villes candidates.



17 000 personnes forment des anneaux olympiques à Hambourg pour NOlympia Hambourg